

Questions posées à l'enseignement supérieur agronomique dans le Bassin Méditerranéen

Hervieu B.

in

Dupuy B. (ed.).

La formation supérieure des cadres de l'agriculture et de l'alimentation dans les pays du bassin méditerranéen

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 36

1999

pages 23-25

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI990728>

To cite this article / Pour citer cet article

Hervieu B. **Questions posées à l'enseignement supérieur agronomique dans le Bassin Méditerranéen.** In : Dupuy B. (ed.). *La formation supérieure des cadres de l'agriculture et de l'alimentation dans les pays du bassin méditerranéen.* Montpellier : CIHEAM, 1999. p. 23-25 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 36)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Questions posées à l'enseignement supérieur agronomique dans le bassin méditerranéen

Bertrand Hervieu

Directeur de recherche au CNRS,
Conseiller auprès du ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (France)

Voici onze ans, nous étions rassemblés à Rabat pour étudier et comparer les systèmes de formation agronomique dans le bassin méditerranéen. En observant aujourd'hui le paysage institutionnel et intellectuel de cet enseignement supérieur agronomique, je suis frappé par le fait que notre dispositif n'est pas d'abord concurrent en son sein mais qu'il est surtout incomplet sur le fond et sur la méthode.

Permettez-moi de revenir sur les grands enjeux auxquels nous sommes confrontés avant de vous proposer un constat et de formuler enfin quelques recommandations.

I – Les enjeux sont au nombre de cinq

- Le premier enjeu est bien la reconnaissance de la souveraineté alimentaire des pays comme voie à respecter pour construire la paix. J'ai eu l'occasion de développer ce que j'appelle « le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes ». Il s'agit pour moi d'une orientation et d'une exigence politiques qui prend tout son sens dans le bassin méditerranéen ;
- le deuxième enjeu concerne la sécurité sanitaire et l'accès à l'alimentation et à l'eau. Nous savons aujourd'hui que la sécurité alimentaire n'est pas seulement un problème de production de matières premières agricoles, c'est autant un problème de qualité sanitaire de l'alimentation, qu'un problème d'accès des populations à une alimentation qu'ils ne produisent plus eux-mêmes puisqu'ils sont en milieu urbain. L'eau, quant à elle, devient par excellence une ressource rare ;
- le troisième enjeu dans ce contexte est celui de l'avenir des paysanneries. Nous savons que la modernisation des agricultures a entraîné jusqu'à maintenant une diminution drastique des populations paysannes dans des sociétés où l'urbanisation se fait galopante et où l'emploi se fait rare. Nous avons à inventer un développement de l'agriculture qui ne signifie pas la disparition des paysans ;
- le quatrième enjeu concerne la gestion des ressources naturelles, je veux parler bien entendu du sol, du sous-sol, de l'eau, mais également des paysages ;
- enfin l'enjeu qui nous rassemble tous et qui traverse les questions que je viens de soulever est bien l'enjeu de la construction méditerranéenne et de la place des questions agricoles, environnementales et alimentaires dans cette construction.

Nous savons bien qu'aucun de ces enjeux ne peut trouver une réponse sur un registre purement technique. Encore moins sur le seul registre économique.

Ce ne sont pas les forces du marché qui vont bâtir la Méditerranée, elles peuvent contribuer à la construire comme elles peuvent contribuer à la démolir. A mes yeux, la formation des agronomes et des cadres du secteur agricole et alimentaire, doit absolument intégrer la nécessaire réflexion sur ces grands enjeux.

II – Un constat

Ce qui frappe, c'est le retard pris dans les Écoles, les Universités, les Instituts, dans la formation sur les politiques publiques, que celles-ci soient nationales, européennes et régionales, ou encore multilatérales.

Nous avons beaucoup avancé ces dernières années dans la connaissance et la compréhension des mouvements professionnels et de leur place dans le développement. En revanche, la réflexion sur les politiques publiques, sur leur nécessité, sur leur complexité, est restée très faible dans les écoles d'agronomie ; il s'ensuit un décalage chez les agronomes, entre une formation technique conséquente et des absences de formation sur la mise en œuvre des politiques publiques. Or, celles-ci sont au cœur de l'évolution de ce secteur.

Faut-il rappeler que l'Union Européenne se construit autour de la Politique Agricole Commune, à laquelle elle consacre la moitié de son budget ?

Faut-il rappeler que les grandes négociations multilatérales se jouent largement autour de la question agricole ?

Nous prenons du retard dans la construction de la Méditerranée agricole et alimentaire, si nous ne mettons pas au cœur de la formation ces questions d'organisation, de régulation et de gestion des productions agricoles.

Le CIHEAM a apporté sa contribution de plusieurs manières :

- il a dispensé des cours techniques sur le développement de la production ;
- il s'est préoccupé de sécurité alimentaire ;
- il a mis en avant la question de l'irrigation et de la gestion de la ressource en eau ;
- il a mis l'accent au delà de l'agriculture, sur le développement rural ;
- à travers ses actions de formation et de recherche, il a permis que se construisent autour du bassin méditerranéen un réseau, peut être une famille de professionnels, capables d'appréhender l'ensemble de ces problèmes. Mais un chemin reste à parcourir.

III – Des propositions

Il nous manque plusieurs outils pour avancer dans une familiarisation partagée avec les politiques publiques.

a. Il conviendrait d'organiser un séminaire tournant pour les étudiants, les responsables politiques et les décideurs, sur les grands enjeux des négociations multilatérales et de la mise en œuvre des accords déjà signés. Il s'agit là de permettre aux responsables ou aux futurs responsables de bien connaître les règles du jeu qui sont en train de s'établir à la surface de la planète.

Nous savons tous que la première des injustices, tient au fait que dans ces négociations, l'accès à l'information tout comme la maîtrise des règles du jeu, ne sont pas les mêmes pour tous les pays.

Une organisation, comme le CIHEAM, peut contribuer à donner accès aux responsables des pays méditerranéens à cette information si nécessaire pour les négociateurs.

b. Il faut organiser un enseignement permanent dans les Instituts sur ces questions, en faisant circuler cet enseignement et en multipliant les séminaires hors les murs, ceux-ci pouvant se faire en collaboration avec les écoles et les universités.

c. Il conviendrait de construire un observatoire des politiques publiques en Méditerranée afin de connaître, répertorier, comparer les politiques publiques, locales, nationales, régionales et multilatérales.

Cet observatoire serait le pivot sur lequel nous pourrions construire des enseignements neufs en Méditerranée.

d. Enfin, il faut favoriser la constitution d'un réseau d'enseignants et de chercheurs, travaillant régulièrement sur les politiques publiques, afin de les aider à construire une analyse commune propre au bassin méditerranéen.

Cela suppose que ce réseau se réunisse régulièrement en séminaire et publie tout aussi régulièrement le résultat de ses réflexions.

Ce ne sont là que des pistes qui sont le minimum à mes yeux que nous devons mettre en œuvre, si nous voulons construire une analyse et une pensée méditerranéennes sur l'agriculture et sur l'alimentation.

Comme ceci a commencé en Europe, à Stresa, il y a 40 ans, il nous faut aussi le commencer et le poursuivre en Méditerranée.

En avançant dans cette direction, nous ferons du CIHEAM un creuset non seulement de la formation agronomique en Méditerranée mais tout simplement de la construction méditerranéenne.

